

**RAPPORT N° 2023/6-13
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MONSIEUR BENJAMIN MEHL POUR UNE ACTIVITE DE MARCHAND AMBULANT SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE-MARIE « LA CASE BRETONNE »
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Monsieur Benjamin MEHL, résidant à Sainte-Clotilde occupe actuellement un emplacement de 4,25 m² sur le parc de loisirs de Bois Madame à Sainte-Marie.

Une autorisation temporaire lui a été accordée à compter du 4 janvier 2023 pour une durée d'une année. Il a sollicité la CINOR, le renouvellement de l'autorisation d'occuper le même emplacement en vue de poursuivre cette activité de vente de produits alimentaires (gaufres, crêpes et boissons).

Conformément à la grille tarifaire approuvée par le Conseil de la Communauté pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, du 5 avril 2023, la redevance applicable est de 5€/m²/jour d'occupation sur un espace de 4.25m² exploité les dimanches et sur une base de 52 jours pour une année, soit une redevance annuelle de 1 105 € (redevance mensuelle de 92,08 €).

L'avis de la Commune de Sainte-Marie a été sollicité et cette dernière a émis un avis favorable en date du 3 octobre 2023.

Il est à noter que Monsieur Benjamin MEHL reste redevable de la somme de 195.50 € correspondant à ses redevances du 1^{er} avril au 30 juin 2023.

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Monsieur Benjamin MEHL. La durée proposée pour cette convention est d'une année.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver le renouvellement, pour une année, de la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs de Bois Madame à Monsieur Benjamin MEHL, en vue d'une activité de ventes de produits alimentaires, sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.
- Approuver la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe et autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-13
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MONSIEUR BENJAMIN MEHL POUR UNE ACTIVITE DE MARCHAND AMBULANT SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE-MARIE « LA CASE BRETONNE »
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-13 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le renouvellement, pour une année, de la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs de Bois Madame à Monsieur Benjamin MEHL, en vue d'une activité de ventes de produits alimentaires sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.

ARTICLE 2

D'approuver la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe et autorise le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**